



Schweizerische Richtervereinigung für Mediation und Schlichtung  
Groupement suisse des Magistrats pour la Médiation et la Conciliation  
Gruppo svizzero di Magistrati per la Mediazione e la Conciliazione

## **RAPPORT D'ACTIVITES**

(octobre 2004 – septembre 2005)

pour l'Assemblée Générale du 21.10.2005 à Flüeli-Ranft (Sachseln / Obwald)

## 1. Sociétariat :

De onze membres fondateurs le 8 octobre 2004 notre association compte vingt-huit membres à ce jour, issus de (presque) toute la Suisse, dont deux membres associés issus du monde universitaire (voir annexe 9).

## 2. Statuts :

Nos statuts sont désormais disponibles en trois langues. Faute de membre grison, ils ne le sont pas (encore) en romanche.

## 3. Activités :

Notre Comité s'est réuni à Berne, les 4 février, 22 avril et 10 juin 2005, pour examiner notamment les sujets suivants :

### 3.1. PCS / ZPO

Nous avons élaboré une proposition qui encourage la médiation à tous les stades de la procédure et pour tous les domaines civile et commercial, et qui précise l'articulation entre la procédure civile et le processus de médiation. Elle a été soutenue par la Chambre suisse de médiation commerciale (CSMC - SKWM) et la Fédération suisse des associations de médiation (FSM – SDM). L'introduction et ses trois versions (D, F, I) sont joints (voir annexe 5).

Parallèlement, nous avons participé, le 9 mai 2005, à une séance de travail avec ces deux organisations, qui ont présenté un texte plus succinct, que nous avons également soutenu.

Les deux textes qui représentent la même vision de la médiation, mais avec deux approches, ont été envoyés à l'Office Fédéral de la Justice le 1<sup>er</sup> juillet 2005.

### 3.2. Rapport sur les pratiques cantonales

Suite à notre questionnaire et à notre e-mail du 1<sup>er</sup> juillet 2005, nous avons reçu les rapports de nos membres pour les cantons suivants : AG, BL et BS, GE, NE, OW, TI et ZH (voir annexe 6).

**Il est important que nous recevions des informations sur la pratique de LU, de SG et de VD, où nous comptons plusieurs de nos membres, et sur celle, éventuelle, de BE canton dans lequel nous n'avons pas encore de membres.**

Notre collègue Isabelle Bieri a accepté de préparer un projet de rapport avec une synthèse qu'elle préparera lorsque les membres des trois cantons précités lui auront envoyé, avec l'aide de tiers médiateurs le cas échéant, leur rapport respectif. Il serait souhaitable de respecter les délais suivants :

- 15 novembre 2005 pour remettre à M. Pons les rapports sur les trois cantons précités
- 15 décembre 2005 pour établir le rapport de synthèse
- 31 décembre 2005 pour l'envoi du rapport final à Gemme, Paris

### 3.3. Formation

Un inventaire sera dressé lorsque les rapports mentionnés ci-dessus nous seront tous parvenus.

Par ailleurs, nous étions invités à deux séminaires ad hoc organisés par Gemme et l'Ecole nationale de la magistrature (F) à Versailles, en novembre 2004, et à Grenoble en juin 2005.

### 3.4. Prise en charge des frais de la médiation par l'assistance juridique

Notre questionnaire et notre e-mail du 1<sup>er</sup> juillet 2005 n'ont pas reçu de réponse de votre part à ce jour, hormis dans les rapports précités (ch. 3.2.). Ce point pourra être inséré dans l'inventaire, pour éviter la publication d'un document séparé.

### 3.5. Diffusion et publication

- a) Avec le soutien de la Chancellerie de Genève, et le concours de traducteurs bénévoles, la **loi genevoise sur la médiation**, en 6 langues (avec une introduction et une sélection bibliographique), a été diffusée par Gemme-Suisse à toutes les Chancelleries cantonales, à la Chancellerie fédérale, à l'Office fédéral de la Justice, aux services concernés du Département Fédéral Affaires Etrangères, aux Facultés de droit de nos universités, et aux Chambres suisses de commerce, i. a., avec nos statuts. Ce document sera distribué dans le cadre du point 6 de l'ordre du jour.
- b) Divers « Guides sur la médiation » sont en préparation au sein de Gemme, de ses sections nationales et d'associations de médiation. Ils seront remis au Comité et, le cas échéant, diffusés et traduits.

Le **projet de Guide pratique sur la médiation civile (Praktischer Führer zur zivilen Mediation, Guida pratica della mediazione civile)**, encore confidentiel, établi par la Commission de préavis en matière de médiation civile et pénale du canton de Genève, figure en annexe 7.

- c) **Eléments bibliographiques** (annexe 10) : la liste en est enrichie par vos lectures, ou vos publications, que nous vous demandons de bien vouloir nous signaler **systématiquement**.

### 3.6. Echanges et contacts

- a) Nous avons présenté Gemme à l'assemblée de la FSM - SDM à Gwatt (avril 2005), à celle de la CSMC - SKWM à Berne (mai 2005), et à celle de l'Association suisse des magistrats à Berne (novembre 2004, et bientôt à Bellinzone en novembre 2005). Ils ont été accompagnés d'exposés.

- b) Nous avons noué les premiers contacts avec le nouveau Président de la Fédération suisse des avocats (FSA – SAV) et avec le Président honoraire de l'Association suisse de l'arbitrage.
- c) Nous avons établi des relations de courtoisie avec les ombudsmen des banques, des assurances et des voyagistes qu'il convient de resserrer encore.
- d) Nous allons, par ailleurs, renforcer nos liens avec les universités.
- e) Nous avons été présents à la 3ème Journée des Juristes Européens (Genève, septembre). Un article « Au pays de St Nicolas de Flüe : médiation et conciliation civiles » a paru dans ce contexte dans le numéro de septembre de la SSJ - SJZ (Il est à la disposition des membres dans le cadre du point 6 de l'ordre du jour).
- f) Deux membres du comité nous ont représentés au Forum international de la médiation (Crans, septembre).
- g) Nous avons enfin noué des contacts avec l'OMPI (Genève), le Conseil de l'Europe (Strasbourg), le CEDR (Londres) et le CMAP (Paris).
- h) Nous avons eu fortuitement connaissance début septembre d'un questionnaire de l'Union Internationale des Magistrats (UIM) portant sur les ADR dans les différents pays. Nous y avons répondu le 28 septembre par un bref rapport que vous trouverez ci-joint (annexe 8). L'UIM nous en a remerciés le 11 octobre 2005.

### 3.7. Cotisations

Sont seuls membres de Gemme les magistrats s'étant acquitté de leur cotisation.

Le cas échéant, merci de vous mettre à jour, encore, auprès de notre trésorière Claude-Nicole Nardin, qui établira la liste officielle de la section suisse, qui doit être communiquée à Paris **au plus tard le 15 novembre 2005**.

## 4. Notre Association faîtière

### 4.1. Sections nationales :

Créée le 19.11.2003, à Paris, l'Association faîtière comporte les sections suivantes : France (~ 100 membres), Italie (~ 80 membres), Belgique, Allemagne, Espagne, Portugal et Suisse; des sections sont en formation en Grande-Bretagne (et Ecosse), aux Pays-Bas et, tout récemment, en Norvège.

Des magistrats d'Albanie, d'Arménie et de Bulgarie ont fait savoir à Madame la Secrétaire générale Béatrice Blohorn-Brenneur, qui est parmi nous, leur intérêt pour Gemme. Comme ils ne sont pas encore membres ni de l'UE ni de l'AELE, Gemme envisagera de modifier ses statuts pour les accueillir soit comme observateurs, soit sous une autre forme.

Nous avons fait aussi connaître Gemme à nos collègues ou à des professeurs d'Europe orientale, de Grèce et de Malte à Genève (ch. 3.6. lit. e).

### 4.2. Statuts :

Pour admettre la Suisse à part entière, Gemme avait modifié ses statuts le 17 décembre 2004 en étendant la participation aux magistrats des pays de l'Union Européenne et de l'AELE.

#### 4.3. Activités :

4.3.1. Le Conseil d'administration suit de près l'élaboration d'un projet de directive sur la médiation civile et commerciale de l'Union Européenne.

#### 4.3.2. Rapport sur les pratiques nationales

Voir le ch. 3.2 ci-dessus.

Le rapport de synthèse n'est pas disponible, vu le retard de certaines sections – dont la nôtre !

#### 5. Perspectives 2005 – 2006

##### 5.1. Mesures de sensibilisation du public et des politiques :

- a) La publication, traduction et diffusion de(s) Guide(s) sur la médiation civile, auxquelles notre section va contribuer, devrait favoriser une meilleure compréhension de la médiation dans la perspective de la PCS - ZPO et encourager des expériences pilotes dans certains cantons.
- b) Les échanges et contacts (ch. 3.6.) seront à la fois étendus et intensifiés, dans cette double optique.

##### 5.2. Formation

Nous allons encourager la formation de nos membres et la sensibilisation de nos collègues non-membres en collaboration avec les instituts de médiation de notre pays.

Les magistrats suisses pourront également participer aux manifestations suivantes :

- Colloque de Paris : 8 décembre 2005 :

Célébration du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la loi française sur la médiation. Conférences et rencontres (français + anglais).

**Nos collègues sont priés de s'inscrire directement auprès de Marie-Paule Reignault-Lugbull d'ici le 15 novembre au plus tard et de s'acquitter auprès d'elle d'une cotisation de 20 € ([regnault-lugbull@wanadoo.fr](mailto:regnault-lugbull@wanadoo.fr)).**

- Colloque et séminaire de Rome : 18 mars 2006 :

Le programme sera communiqué par la section italienne qui en assure la responsabilité (italien + anglais). Aux dernières nouvelles, il serait reporté...

- Séminaire de Grenoble : 17 au 19 mai 2006 :

Voir ch. 3.3 ci-dessus. Il sera organisé comme celui de Versailles et celui de Grenoble, avec des formateurs en médiation de haut niveau, conjointement avec l'Ecole Nationale de la Magistrature (France).

(A Versailles, Mme Louise OTIS et ses collègues du Canada ; à Grenoble, le Professeur S. GOLDBERG de l'Université de Chicago et des collègues de Paris).

- Colloque de Berlin (2007) :

Il sera organisé par la section allemande. Il mettra sans doute l'accent sur la **médiation familiale transnationale**.

M. Christoph Strecker, co-fondateur de la section allemande, est parmi nous.

5.3. Conférences et publications

Nous allons coordonner et renforcer nos efforts à ce sujet, dans l'idée toujours de mieux faire comprendre le concept de la médiation, celui de la conciliation et des ADR, tant au sein de la population, que du monde judiciaire, des milieux académiques et des autorités.

Flüeli-Ranft (Sachseln/OW), le 21.10.2005

Jean A. MIRIMANOFF  
Secrétaire général